

Les escaliers en colimaçon

André Lavoie

Volume 15, numéro 2, été 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/33730ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association des cinémas parallèles du Québec

ISSN

0820-8921 (imprimé)

1923-3221 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Lavoie, A. (1996). Les escaliers en colimaçon. *Ciné-Bulles*, 15(2), 2-3.

Les escaliers en colimaçon

par André Lavoie

Faut-il y voir un signe de maturité ou de grande inquiétude? Le ralentissement économique y serait-il pour quelque chose? Les nouvelles compressions à l'Office national du film (ONF) auraient-elles une fois de plus ravivé l'ardeur des troupes pour dénoncer l'inconcevable? Il y a sûrement un peu de tout cela dans l'imposant remue-ménages que s'est offert le milieu cinématographique québécois le printemps dernier. Les cinéastes indépendants, les vidéastes, les documentaristes et même la critique ont tenu à s'accorder un temps d'arrêt pour réfléchir à voix haute sur la condition de plus en plus lamentable de notre cinéma. Entre les téléseries à succès, les institutions culturelles mal en point et la liste interminable des films d'ici qui s'écrasent sur le champ de bataille du *box-office* après deux semaines d'exploitation, est-il possible de trouver des solutions pour renverser la vapeur?

Si le robinet des subventions fonctionnait à plein régime, de tels exercices introspectifs verraient difficilement le jour. Pour que l'indignation se transforme en action, il faut souvent que les politiciens et les fonctionnaires en viennent à se surpasser au chapitre des décisions à courte vue, un domaine où ils excellent: fermeture de Radio-Québec ou de l'ONF, diminution du budget de Radio-Canada pour financer la «canadianisation» de la CBC, autant de «ballons» qui ne révèlent que la bêtise abyssale de certains décideurs. Si l'ONF souhaite mettre fin à son programme d'aide au cinéma indépendant, un groupe de jeunes intrépides comme ceux d'*Ipsa Facto* monte au front et manifeste bruyamment. Mais pour faire fléchir des gouvernements qui en ont vu d'autres, il faut plus qu'un léger accès de fièvre et quelques pancartes; l'art de maintenir la pression n'est pas donné à tous, car il exige une bonne dose de patience et d'obstination.

Les 225 participants des États généraux des créateurs et des créatrices du cinéma et de la vidéo tenus en mars dernier à l'UQAM n'ont pas voulu en rester seulement aux vœux pieux et aux propositions d'assemblées relevant parfois du plus fantaisiste. Après avoir formulé toute une série de propositions qui visaient directement les subventionneurs mais aussi les distributeurs et les télédiffuseurs, le comité organisateur des États généraux, sous la gouverne du cinéaste Jean Pierre Lefebvre, s'est transformé en comité *ad hoc*, selon les vœux de l'assemblée. Loin de mettre en place un puissant groupe de pression, on peut tout de même espérer que ce comité veillera à ce que les recommandations formulées par les participants soient portées à l'attention des diverses instances décisionnelles et parviennent ainsi à quelques résultats. Il n'est certes pas mauvais de rappeler aux politiciens et aux fonctionnaires que plutôt que de nommer des amis ou des incompetents — ce qui revient parfois au même — il faudrait «que soit admise aux conseils d'administration de toutes les institutions culturelles, fédérales ou provinciales, une représentation significative de créateurs, notamment à l'Office national du film, à la SODEC, à Téléfilm Canada, à Radio-Canada et à Télé-Québec.» Ou marteler des évidences comme celle de «(ramener) la culture générale et québécoise au centre des préoccupations et des priorités du système d'éducation», de façon à assurer le renouvellement des publics et à augmenter le nombre de spectateurs pour le cinéma québécois.

Plus que les autres, les documentaristes québécois ont bien raison d'être inquiets, et pas seulement pour une question de gros sous. Lors du Centenaire du documentaire qui avait également lieu à l'UQAM du 12 au 14 avril 1996, l'éternel problème de la visibilité était bien sûr au programme mais aussi l'inquiétude grandissante des documentaristes face aux exigences stérilisantes des subventionneurs et des télédiffuseurs. En clair, lorsque l'on présente à ces derniers un projet de documentaire, ils veulent à tout prix «savoir la fin». Le risque n'est plus calculé, il est scénarisé... C'est cette pratique de plus en plus courante qui va condamner les documentaires d'ici à occuper la case-horaire des *Grands reportages* sur RDI. Une perspective d'avenir peu réjouissante pour les documentaristes qui veulent aussi faire du cinéma d'auteur et ne pas se faire souffler les réponses — souvent les moins dérangeantes — dans le creux de l'oreille. Sou-

haitons seulement que leurs revendications soient entendues.

De manière plus confidentielle, la critique a également «tenu salon» et dégagé quelques pistes de réflexion face aux mutations qui affectent l'industrie et la pratique du métier par ricochet. Les rapports conflictuels avec les distributeurs, l'espace de plus en plus étroit pour le discours critique dans les médias, la dictature *soft* des nouvelles technologies, autant de sujets qui furent abordés avec un mélange d'inquiétude et d'enthousiasme. Les sujets polémiques ne manquaient pas mais les débats sont demeurés polis et les tentatives de chasses aux sorcières rapidement tuées dans l'œuf. Les critiques «vendus» au plus offrant, les médias censeurs et les distributeurs coercitifs furent à peine égratignés. Mais si ce symposium sur la critique cinématographique au Québec n'avait eu lieu que pour permettre un dialogue entre les membres d'une profession qui préfèrent, plus souvent qu'autrement, le confort intellectuel de leur clique, l'exercice n'aura certes pas été vain.

Tous les participants à ces différents forums de discussion ont exprimé bon nombre d'inquiétudes et de récriminations. Ils craignent d'être laissés-pour-compte, peu importe leur position à un bout ou à un autre de la chaîne. Les cinéastes et les vidéastes indépendants redoutent le virage industriel, les documentaristes anticipent le virage «fictionnel» et les critiques ont une peur bleue d'être dirigés vers la voie d'évitement. À l'heure des info-commerciaux, de la critique «démocratique» sur Internet et autres Jojo Savard de la culture, pas étonnant qu'ils craignent pour leur place au soleil et l'effritement d'une légitimité jamais totalement acquise. Véritable séance de défoulement collectif, ces débats ont certes une grande valeur thérapeutique mais ne seront que cela si la mobilisation reste à l'état de vague projet lors de la prochaine bourde d'un fonctionnaire trop zélé ou d'un ministre obsédé par sa réélection. Et ce n'est pas non plus en entretenant la nostalgie du bon vieux temps — lire les années 70 — alors que l'industrie du cinéma québécois roulait en limousine louée, que les problèmes vont se résoudre comme par enchantement. Effectivement, il est bien «fini le temps où l'on pouvait lentement faire un film sur les escaliers en colimaçon.» (Michel Moreau, *le Devoir*, 13 avril 1996).

Comme nous le disions plus haut, ce n'est qu'en maintenant la pression et en affichant une certaine cohérence dans les propos comme dans les actes qu'il est possible d'arriver à ses fins. Charles Denis en sait quelque chose, cet ancien *big boss* de la défunte SOGIC, dont le milieu voulait la tête à tout prix. À force d'insister, ce protégé de Robert Bourassa a finalement pris le chemin de la sortie. Ce n'est pas le seul exemple de petites victoires remportées *in extremis* mais à côté de cela combien de défaites et de capitulations.

Les raisons de s'indigner sont nombreuses, en commençant par le démantèlement progressif et inéluctable de l'ONF, avec des restrictions récentes de 20 millions de dollars qui ont entraîné la fermeture quasi complète des laboratoires. Alors que les mots «déficits», «compressions» et «taux d'intérêts» devraient suffire à nous faire comprendre les motifs qui poussent le gouvernement fédéral à asphyxier l'ONF, l'argent semble pousser dans les arbres lorsqu'il s'agit de faire la «promotion» du fédéralisme canadien. Le nouveau Bureau d'information du Canada, c'est la toute dernière trouvaille de notre ministre du Patrimoine, madame Sheila Copps. Tous se souviennent sans doute avec quel courage elle a donné sa démission puisque son gouvernement n'avait pas éliminé la TPS... Même avec tant de beaux principes et de conviction, qui oserait croire qu'elle remettrait son siège en jeu devant les coupes sauvages qui affectent les institutions culturelles? Il semble bien aisé de trouver 20 millions de dollars pour faire de la propagande *coast to coast*. Personne n'a remarqué qu'il s'agit du même montant que la ministre du Patrimoine a retiré à l'ONF? Si elle veut «vendre» le Canada aux Canadiens, elle ne pourrait si prendre plus mal... À une époque pas si lointaine, les cinéastes québécois rêvaient de mettre en pièces la SOGIC et n'avaient souvent que des bons mots, *off the record*, pour Téléfilm Canada. N'est-ce pas cela le véritable «fédéralisme rentable»?

Avec le tourbillon des restrictions et la pléthore de discours démagogiques qui nous cassent les oreilles, les raisons pour monter aux barricades sont aussi multiples qu'urgentes. Les locaux de l'UQAM ne seront plus assez grands pour contenir la horde de cinéastes en colère qui se retrouveront peut-être en manque chronique de pellicule. À ce moment-là, on aura bien raison de pleurer devant les escaliers en colimaçon... ■

«On n'est pas contre le commerce, précise Claude Fortin, mais on voudrait que le cinéma soit considéré comme un art.» (Odile Tremblay, «Le Temps du remue-méninges», *le Devoir*, 29 mars 1996)

«(...) la cinématographie québécoise, si elle a un sens, n'est pas une affaire de machines chromées qui se présentent comme "l'industrie indépendante" de la culture, mais bien une affaire de modestes artisans soutenus, comme tant d'autres, par l'État à travers l'ONF ou Téléfilm ou la SODEC.» (Lise Bissonnette, «Pour de l'isosthémie», *le Devoir*, 9 mars 1996)